

Renforcement de la réponse aux situ

A l'image de la tendance générale qui touche les organisations humanitaires internationales, les trois plus grands déploiements d'urgence du HCR en 2009 – au Pakistan, à Sri Lanka et au Yémen – ont concerné des situations de déplacement interne. Cependant, les équipes d'urgence du Haut Commissariat ont continué de s'acquitter de leur mission de protection et d'assistance auprès de réfugiés, avec des déploiements de grande ampleur en Éthiopie et au Tchad. L'Organisation a également dépêché une équipe d'intervention rapide pour faire face à une situation de catastrophe naturelle, causée par les violentes tempêtes et inondations qui ont frappé les Philippines à la fin du mois de septembre 2009.

La capacité du HCR à répondre rapidement à un large éventail de situations de déplacement a été renforcée par la création de la Division

des urgences, de la sécurité et de l'approvisionnement. L'objectif est d'améliorer les synergies entre les personnes qui travaillent dans les domaines de la préparation et de la réponse d'urgence, de la sécurité du personnel et des personnes relevant de la compétence du HCR, ainsi que de l'approvisionnement et de la logistique.

Fin 2009, un examen approfondi de la gestion des urgences a mis en évidence la nécessité d'intégrer pleinement la protection aux activités de préparation et de réponse, de recruter des collaborateurs présentant les qualifications et le profil appropriés, de continuer à nouer des partenariats stratégiques et d'améliorer les politiques de gestion des situations d'urgence, ainsi que les stratégies opérationnelles.

EFFECTIFS ET CAPACITÉ DE STANDBY

En 2009, le HCR a été constamment en mesure de mobiliser jusqu'à 300 professionnels formés et de les déployer

dans un délai de 72 heures dans différentes régions du monde. Cette capacité à faire face à des besoins de déploiement rapide a été appuyée par le mécanisme interne permanent de la Section de préparation et de réponse d'urgence ; le fichier des collaborateurs à disposition pour les équipes de réponse d'urgence ; et la capacité extérieure standby, principalement grâce aux ONG partenaires.

Le HCR a renforcé ses partenariats en révisant les accords officiels de réserve conclus avec des spécialistes des interventions d'urgence et d'autres organisations afin d'améliorer le recrutement, le déploiement et l'utilisation des compétences techniques et d'autres moyens opérationnels. De nouveaux domaines de collaboration ont été étudiés et consolidés.

Il y a eu 248 déploiements (composés à la fois de collaborateurs du HCR et de membres du personnel de réserve des partenaires) dans 37 pays en 2009. Près de



ations d'urgence

la moitié ont eu lieu dans des opérations sur le continent africain. En dépit de quelques progrès en la matière, le HCR a incontestablement besoin d'un plus grand nombre de collaborateurs hispanophones, francophones et arabophones pour étoffer son fichier de personnel à disposition pour les équipes d'urgence.

FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

L'équipe de formation aux situations d'urgence a été transférée avec succès au Centre d'apprentissage global de Budapest. En 2009, trois ateliers sur la gestion des situations d'urgence (WEM) ont été organisés en Allemagne, en Norvège et en Suède, formant quelque 125 personnes. Un module du programme de formation à des situations d'urgence spécifiques (SET) a également été assuré auprès du personnel en poste à l'est de la République démocratique du Congo. Le HCR a en outre organisé deux sessions

du Programme de formation à la direction des équipes d'urgence, pour le compte du Comité permanent interorganisations. Enfin, il a animé le premier atelier régional sur la gestion des situations d'urgence (WEM) en Équateur. À la suite de cette formation, un fichier de personnel à disposition pour la région Amérique latine a été créé, en complément du fichier mondial pour les situations d'urgence.

eCENTRE

Le Centre régional de formation aux interventions humanitaires internationales en situation d'urgence (*eCentre*), créé en 2000 en collaboration avec le Gouvernement japonais, cherche à améliorer les moyens d'intervention dans la région Asie-Pacifique par des formations ciblées et d'autres activités de renforcement des capacités. En 2009, le Centre a organisé des formations sur des sujets tels que la gestion des situations d'urgence, la planification et la

coordination des interventions en cas de crise, les négociations humanitaires, la réponse aux catastrophes naturelles, la gestion des risques sécuritaires et la sécurité sur le terrain.

À titre expérimental, l'*eCentre* a également organisé des activités régionales de renforcement des capacités dans deux nouvelles régions, à savoir l'Asie centrale et les îles du Pacifique. Elles ont été consacrées à l'évaluation et à la prise en charge des besoins des groupes vulnérables en situation d'urgence. Un module d'auto-formation à distance sur la gestion des risques sécuritaires a été achevé en 2009 et mis en ligne sur le site web du Centre.

GESTION GLOBALE DES STOCKS

L'acheminement rapide de l'aide humanitaire et de l'assistance nécessaire à la survie est souvent un élément critique dans une situation d'urgence, et



Des hommes transportent des articles non alimentaires d'un camion à une baleinière qui les transportera jusqu'à Bétou (République du Congo), où ils seront distribués à des réfugiés récemment arrivés de RDC.

constitue de ce fait une composante essentielle de la politique de gestion du HCR en situation d'urgence et de sa stratégie de réponse. La mise en place d'un système mondial pour intégrer la gestion du stock d'urgence central et de ses équivalents régionaux a accru l'efficacité, permis de dégager des économies supplémentaires et amélioré l'acheminement jusqu'aux lieux d'opération.

Le stock central, réparti entre deux entrepôts situés à Dubaï et à Copenhague, doit permettre de couvrir les besoins immédiats d'une population pouvant compter jusqu'à 500 000 bénéficiaires. Le colis standard d'articles non alimentaires pour une famille comprend désormais des couvertures, des tapis de couchage, des bâches en plastique, des ustensiles de cuisine, des moustiquaires, des jerrycans, des seaux et, si nécessaire, des tentes familiales. Le nombre minimum de tentes contenu dans le stock permet à présent de venir en aide à 250 000 personnes, un objectif

atteint en 2009. Une version améliorée de la tente familiale a été mise à l'essai sur le terrain au cours de l'année ; si elle s'avère satisfaisante, elle remplacera progressivement la tente de secours légère en usage actuellement.

Le HCR continue à coordonner et harmoniser ses stocks d'articles non alimentaires et de secours avec certains de ses partenaires clés, dont des institutions sœurs des Nations Unies, la FICR et le CICR. Les accords avec les fournisseurs ont été renforcés afin de permettre une promptre reconstitution du stock central et une livraison plus rapide des articles sur les lieux d'opération.

PRÉPARATION ET ALERTE PRÉCOCE

La politique de gestion du HCR insiste sur l'appui au personnel de terrain dans le domaine de la planification de mesures d'urgence et de l'analyse situationnelle. Le Haut Commissariat a également œuvré à l'application d'une méthodologie plus systématique dans les activités de planification de mesures d'urgence et de préparation préalable, tant au Siège que sur le terrain. L'objectif est de relier tous les aspects du processus de préparation, y compris la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la sécurité du personnel et des bénéficiaires.

La participation aux efforts interorganisations est un élément crucial de la stratégie de préparation du HCR. Le Haut Commissariat a participé à l'élaboration du « Système d'alerte précoce humanitaire » (HEWS II) qui servira de point de départ à des prévisions en ligne et en temps réel des besoins. Le système doit être testé au deuxième semestre 2010 par les organisations qui ont participé à sa mise au point. Avec d'autres membres du Sous-Groupe de travail sur les mesures préalables et la planification de mesures d'urgence du Comité permanent interorganisations, le HCR a encouragé l'utilisation des Directives relatives à la planification des mesures d'urgence pour l'assistance humanitaire, ainsi que des modules de formation en ligne destinés à la faciliter. Les directives sont désormais bien acceptées et appliquées par les opérations sur le terrain. Par ailleurs, des liens de collaboration ont été noués avec les mécanismes d'alerte précoce et de planification préalable de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, de l'Union européenne et de l'Union africaine.

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DU PERSONNEL ET DES PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR

Du point de vue de la sécurité, l'année 2009 a été difficile pour le HCR. Bon nombre d'opérations ont subi les effets d'une situation d'anarchie généralisée, voire d'un conflit à proprement parler, de sorte qu'il a été difficile d'atteindre les personnes relevant de la compétence du Haut Commissariat. Les incidents de sécurité les plus critiques subis par l'Organisation au cours de l'année ont été des attaques en série au Pakistan, qui ont provoqué la mort de trois collègues et l'enlèvement d'un quatrième. Ces événements tragiques ont eu lieu dans un contexte de menaces croissantes à l'encontre du personnel de l'ONU et des humanitaires en général.

En 2009, le HCR a pris plusieurs mesures pour renforcer la gestion de la sécurité afin de centrer son approche sous l'angle « comment rester » plutôt que « quand partir » pour les opérations se déroulant dans des régions peu sûres, conformément à la nouvelle orientation du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies. Le Haut Commissariat a pris une part active dans les efforts interorganisations visant à élaborer des politiques aptes à concilier les impératifs liés à la sécurité du personnel et la nécessité de déployer des agents et d'opérer dans des environnements où les risques n'ont pu être totalement éliminés, même lorsque toutes les mesures adéquates ont été prises à cet effet.

Parmi les dispositions prises au Siège pour améliorer la gestion de la sécurité, citons la création d'un Comité directeur de haut niveau pour les questions de sécurité, présidé par le Haut Commissaire ou par le Haut Commissaire assistant (opérations), et chargé d'examiner les opérations où le personnel et les bénéficiaires sont exposés à des risques jugés élevés. L'intensification de la formation du personnel à tous les niveaux est une composante importante de cet effort destiné à renforcer la sécurité, de même que l'accent mis sur la collecte et l'analyse d'informations et le suivi attentif des évolutions pertinentes. Ces éléments ont été intégrés dans les termes de référence du personnel de sécurité et seront complétés par des modifications supplémentaires, qui doivent entrer en vigueur en 2010.

En outre, le premier audit de la gestion de la sécurité au HCR a été effectué en 2009. Dans ses

● Appui d'urgence à l'opération au Pakistan

En 2009, 17 agents ont été déployés au Pakistan. Ils avaient été sélectionnés dans le fichier du personnel à disposition pour les équipes d'intervention d'urgence, au sein d'organismes gouvernementaux et chez d'autres organisations partenaires, dont les Volontaires des Nations Unies et diverses ONG. Après le décès de membres du personnel de l'ONU lors d'un attentat à la bombe perpétré à Peshawar en juin, les déploiements dans cette ville ont été suspendus. Certains agents déployés sont demeurés à Islamabad.

L'opération d'urgence au Pakistan a également été appuyée par la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement solide et viable. Les achats sur place ayant eu un effet positif sur les économies touchées et contribué au développement des zones sinistrées, des accords ont été conclus en vue d'acquiescer des articles de secours non alimentaires dans les zones d'opération.

L'appui du Siège en matière de gestion des incidents critiques et son intervention rapide ont joué un rôle déterminant dans la libération d'un fonctionnaire international pris en otage et retenu en captivité pendant plus de deux mois à Quetta, au Pakistan.

recommandations, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a souligné la nécessité de consacrer des ressources à la gestion de la sécurité, apportant ainsi une justification supplémentaire aux mesures déjà prises à l'issue d'évaluations internes.

APPUI, ANALYSE ET CONSEIL

Tout au long de l'année, le HCR a organisé des missions d'experts, assuré des formations et offert des conseils sur les techniques de négociation avec divers acteurs, ainsi que sur les interventions rapides et la gestion des incidents critiques dans plusieurs situations, à l'intention des opérations sur le terrain.

Un système intranet, créé à la fin de l'année 2009, permet de signaler les incidents de sécurité, de suivre les développements et d'analyser les nouvelles tendances. Les rapports requis au titre des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) ont été adaptés, afin de privilégier les lieux d'affectation problématiques. À la fin de l'année 2009, quelque 87 pour cent des 328 bureaux du HCR étaient conformes aux MOSS. Une base de données permettant à l'Organisation de suivre, d'examiner et d'améliorer le respect des normes sera mise en service au début de l'année 2010.

À l'issue d'évaluations de la sécurité des bâtiments et des opérations, un budget de 9 millions de dollars E.-U. a été prélevé sur la Réserve opérationnelle afin de répondre à des besoins pressants dans 17 opérations. Les codes budgétaires distincts qui ont été adoptés pour les dépenses de sécurité permettront au HCR de suivre, de contrôler et d'analyser les dépenses engagées à compter de 2010. Des directives ont été élaborées au sujet d'un certain nombre de normes d'approvisionnement et de questions de sécurité techniques, notamment pour les équipements de protection individuelle et les véhicules blindés.

FORMATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Le HCR a animé plusieurs sessions de formation afin de renforcer la gamme des compétences des conseillers pour la sécurité sur le terrain dans des environnements humanitaires complexes. Un premier atelier a été consacré à l'évaluation des risques sécuritaires avec la participation du Groupe de l'analyse des menaces et des risques du Département de la sûreté et de la sécurité (DSS) des Nations Unies. Le HCR et le Département ont en outre

accueilli conjointement un cours sur la gestion des incidents avec prise d'otages assuré par Scotland Yard.

En 2009, les programmes de formation à la gestion de la sécurité ont été transférés du site unique utilisé depuis 2005 vers des sites régionaux. Trois sessions ont été assurées auprès de cadres supérieurs et ce nombre sera porté à cinq en 2010. Le HCR se propose également d'animer des sessions de formation spécialement adaptées, à l'intention des fonctionnaires internationaux déployés ou affectés dans des opérations à risque. La formation en matière de sûreté et de sécurité continuera de faire partie de l'atelier WEM, qui est reconnu par le DSS comme l'équivalent de son stage « Sûreté et sécurité en mission »

Des attachés de liaison pour la sécurité ont continué d'être déployés dans des zones accueillant des réfugiés et des déplacés internes au Tchad et une capacité spécialisée a été constituée à la fin de l'année 2009 au Siège avec pour tâche de travailler sur les questions en rapport avec la sûreté et la sécurité des personnes relevant de la compétence du HCR. L'objectif est d'élaborer des orientations pratiques à l'intention du personnel de terrain, en particulier des conseillers pour la sécurité et des officiers de protection, afin de leur permettre de faire face à l'éventail des risques susceptibles de se présenter dans les camps et en milieu urbain.

POLITIQUES ET PARTENARIATS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

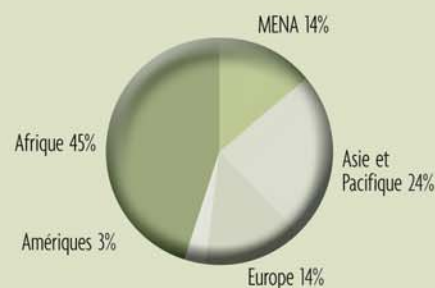
Le HCR a continué de jouer un rôle actif dans le Groupe de travail opérationnel constitué par le Comité directeur de haut niveau pour les questions de sûreté et de sécurité, au sein du Comité de haut niveau sur la gestion. Le Groupe de travail est chargé de réexaminer les éléments clés du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies, conformément aux recommandations formulées par le Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité après l'attentat de décembre 2007 contre les locaux des Nations Unies à Alger. Parmi les résultats tangibles de ses travaux en 2009, citons l'élaboration d'un nouveau système de niveaux de sécurité, appelé à remplacer l'actuel dispositif par phases d'ici janvier 2011. Le HCR a participé aux activités du Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité et à la formation de nouveaux membres du personnel du DSS. ■

Déploiements d'urgence

En 2009, le HCR a géré et assuré le déploiement de 248 personnes au total, envoyées dans 37 pays touchés par des crises, à savoir l'Afghanistan, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bangladesh, le Burundi, le Cameroun, la Colombie, Djibouti, l'Éthiopie, l'Ex-République yougoslave de Macédoine, la Fédération de Russie, la Géorgie, l'Iraq, l'Italie, la Jordanie, le Kenya, le Libéria, la Malaisie, le Maroc, la Mauritanie, le Myanmar, la Namibie, l'Ouganda, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, la République arabe syrienne, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République islamique d'Iran, la Somalie, le Soudan, le Sri Lanka, la Suisse, le Tchad, le Yémen et le Zimbabwe.

Déploiements d'urgence en 2009

par région



par domaine de compétence

Admin/Finance/RH	12
Responsables de module	14
Services communautaires, genre et éducation	15
Relations extérieures, information publique et rapports	11
Agents de terrain	11
Technologie de l'information/Télécommunication	2
Programme	10
Protection	56
Chef d'équipe d'urgence	21
Approvisionnement/Logistique	20
Agents techniques	25
Ensemble de services gouvernementaux/Appui technique	51
TOTAL	248

par organisation

